INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 22 juillet 2022**

* Les Bourses européennes ont terminé en légère hausse en dépit de l'annonce d'une contraction inattendue du secteur privé de la zone euro en juillet. L’indice CAC 40 a progressé de 0,25% à 6 126,82 points, portant ses gains sur la semaine à 3%. L’EuroStoxx50 a gagné 0,20% à 3 603,56 points. Wall Street s’apprêtait à finir sur une progression de 2,6% depuis lundi.
* Très attendus, les indices des directeurs d'achat ont réservé une mauvaise surprise sous la forme d'une contraction du secteur privé en zone euro en juillet. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 49,4 contre un consensus Reuters de 51 et 52 en juin, a indiqué S&P Global. Il est au plus bas depuis 17 mois et en passant sous les 50, il signale une contraction du secteur privé.
* L'activité s'est fortement dégradée dans les deux secteurs. Le PMI pour le secteur manufacturier est passé de 52,1 à 49,6 entre juin et juillet alors qu'il était attendu à 51. Le PMI pour les services est passé de 53 à 50,6 entre juin et juillet. Il était attendu à 52.
* " Une contraction de l'économie de la zone euro paraît fort probable au troisième trimestre 2022, l'activité globale ayant reculé en juillet tandis que la trajectoire des indicateurs prospectifs laisse anticiper une dégradation de la conjoncture dans les mois à venir ", a prévenu, Chris Williamson, Chief Business Economist à S&P Global Market Intelligence.
* Le risque de récession n'a jamais semblé plus réel, ce qui a entraîné une nette baisse des taux longs. Le rendement du 10 ans allemand a ainsi reculé de 20 points de base à 1,02%.
* L'euro s'effrite de 0,08% à 1,0221 dollar à l'approche de la clôture à Paris, après être tombé à 1,013 en cours de matinée. La devise s'est initialement affaiblie à la suite de l'annonce inattendue de la contraction du secteur privé de la zone euro en juillet, selon les indices des directeurs d'achat (PMI). " Nous pensons que les indices PMI sont cohérents avec un déclin significatif, persistant et généralisé de l'activité économique, ce qui suggère que notre prévision d'une récession dans la zone euro pourrait se concrétiser ", a prévenu Barclays.

" La BCE a peut-être relevé ses taux pour la première fois en onze ans, au moment même où le PIB baissait ", observe pour sa part Société Générale Cross Asset.

* Le cours du pétrole est tombé à 95,66 dollars aujourd'hui, soit son niveau le plus faible depuis près de 4 mois, en raison de la multiplication de statistiques économiques décevantes alimentant les risques de récession. Le secteur privé de la zone euro s’est ainsi contracté en juillet, selon les indices des directeurs d’achat de S&P Global. Ces derniers laissent en outre anticiper une dégradation de la conjoncture dans les mois à venir.
* L’activité dans le secteur privé a ralenti plus que prévu en France en juillet, a indiqué S&P Global. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 50,6 contre un consensus Reuters de 51,8 et 52,5 en juin. Il est au plus bas depuis 16 mois et se rapproche des 50. Sous ce niveau, le secteur privé se contracterait. Le PMI pour le secteur manufacturier est passé de 51,4 à 49,6 entre juin et juillet. Il était attendu à 50,8. Il passe sous 50 et signale donc une contraction du secteur.

Le PMI pour les services est passé de 53,9 à 52,1 entre juin et juillet. Il était attendu à 52,7.

Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global Market Intelligence commente ainsi les derniers chiffres de l'enquête PMI Flash pour la France : " L'estimation flash des données PMI de juillet a souligné le risque croissant d'une récession de l'économie française, de nombreux indicateurs clés de l'enquête s'étant en effet repliés au cours du mois ".

Avant d'ajouter : " Tandis que le secteur manufacturier se trouve déjà fermement ancré en zone de contraction – la production ayant enregistré en juillet son plus fort recul depuis le début de la pandémie de Covid-19 au premier semestre 2020 –, la tendance s'oriente désormais clairement à la baisse dans le secteur des services, le ralentissement de la croissance s'étant poursuivi en juillet ".

* Le secteur privé s’est contracté en Allemagne en juillet, a indiqué S&P Global. L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 48 contre un consensus Reuters de 50,1 et 51,3 en juin. Il est au plus bas depuis 25 mois et en passant sous les 50, il signale une contraction du secteur privé. Le PMI pour le secteur manufacturier est passé de 52 à 49,2 entre juin et juillet. Il était attendu à 50,6. Il passe sous 50 et signale donc une contraction du secteur.

Le PMI pour les services est passé de 52,4 à 49,2 entre juin et juillet. Il était attendu à 51,2. Ce secteur se contracte.

**SOCIETES**

* Cette impressionnante détente sur le marché des taux a entraîné d'importantes rotations sectorielles. Le secteur immobilier, très dépendant des financements, a ainsi largement dominé le classement de l'indice SBF 120.
* En revanche, les valeurs bancaires ont une nouvelle fois fait l'objet d'importants dégagements.
* A la deuxième place du marché SRD, GL events (+10,44% à 17,56 euros) profite d'une embellie boursière faisant suite au relèvement de son objectif de croissance pour 2022. Le poids lourd de l'événementiel est plus optimiste après avoir renoué avec les profits au premier semestre. Une période au cours de laquelle il a enregistré un résultat net à 16,8 millions d'euros, contre une perte de 27,7 millions d'euros à fin juin 2021. Le chiffre d'affaires de 524,7 millions d'euros est en hausse de 150 % par rapport au premier semestre 2021.

Une performance qui illustre la reprise dynamique de l'activité sur l'ensemble des zones géographiques où le groupe est présent à l'exception de la Chine.

" Cette performance est d'autant plus remarquable que l'activité reste limitée en Chine par la politique ‘zéro covid' et en Europe par les fermetures administratives en janvier. Nous anticipons un deuxième semestre encore plus dynamique – si le contexte global se maintient –, ce qui devrait nous permettre de réaliser une croissance de notre chiffre d'affaires annuel 2022 supérieure à 45%", a déclaré Olivier Ginon, Président Directeur Général de GL Events. Il visait une croissance de plus de 30% auparavant.

Le rebond de l'activité devrait se produire au deuxième semestre avec, entre autres, un fort dynamisme commercial attendu ces prochains mois (Coupe du monde de football au Qatar, Championnat du monde d'athlétisme en Oregon, Cop 27 en Egypte...).

"Sous l'hypothèse que le contexte global se maintienne, GL events revoit à la hausse son objectif de croissance de chiffre d'affaires, anticipant une croissance supérieure à 45 %, contre 30 % précédemment annoncée.

* Le groupe de chimie Arkema annonce le rachat de Polimeros Especiales, entreprise mexicaine spécialisée dans la production de résines aqueuses de hautes performances utilisées dans une large gamme d'applications (peintures architecturales et décoratives, textile, adhésifs sensibles à la pression et construction). En 2021, Polimeros Especiales a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 40 millions de dollar et emploie 230 personnes.

Ce projet d'acquisition permettra à Arkema (chiffre d'affaires d'environ 9,5 milliards d'euros en 2021) de renforcer sa position dans cette région en forte croissance et de développer son segment Coating Solutions avec des solutions à faible teneur en composés organiques volatils. La technologie base aqueuse est l'une des principales technologies sans solvant d'Arkema, avec les systèmes poudre, les systèmes UV/light emitting diode/electron beam et les systèmes à haut extrait sec.

Ce projet, qui est soumis à l'approbation des autorités de la concurrence, devrait être finalisé au troisième trimestre 2022.

* Le groupe familial Arnault, qui contrôle LVMH, envisage une réorganisation destinée à assurer la pérennisation du contrôle familial, selon un document déposé auprès de l’Autorité des marchés financiers. Elle consisterait en la transformation de la société Agache SE, aujourd’hui constituée sous la forme de société européenne, en une société en commandite par actions, Agache SCA, à l’issue de laquelle son capital social, aujourd’hui intégralement détenu par le groupe familial Arnault, demeurera intégralement détenu par ce dernier en qualité d’associé commanditaire.

Bernard Arnault serait désigné en tant que gérant commandité d'Agache SCA.

Une société par actions simplifiée à capital variable, Agache Commandité SAS associée commandité d'Agache SCA serait créée, dont le capital social sera détenu à parité par les cinq enfants de Bernard Arnault, d'ores et déjà membres du groupe familial Arnault, et qui a vocation à lui succéder en tant que gérant.

* Ubisoft a reculé de 1,34% à 41,10 euros. Dans son communiqué d’hier soir, l’éditeur de jeux vidéo a maintenu sa formulation de "croissance significative" à propos de sa prévision d’évolution des net bookings sur l’exercice 2022-23. Lors de la conférence avec les analystes, il a cependant précisé qu’il visait désormais une croissance de plus de 10% de cet indicateur, qui est l’équivalent du chiffre d'affaires ajusté dans le secteur, contre une progression de 20 % auparavant.

La publication des revenus du premier trimestre, clos fin juin, contenait en effet une mauvaise nouvelle : le jeu " Avatar : Frontier of Pandora " est décalé sur l'exercice 2023-24. Il devait initialement accompagner la sortie du film de James Cameron, " Avatar : La Voie de l'eau ", en fin d'année, et bénéficier de son aura médiatique. Ubisoft a également décalé d'un exercice un jeu non annoncé de moindre envergure, initialement prévu pour 2022-23.

Malgré cette mauvaise nouvelle pour l'activité, le groupe a conservé sa prévision d'un résultat opérationnel ajusté aux alentours de 400 millions d'euros sur l'exercice 2022-2023.

Le net bookings du premier trimestre de l'exercice, 2022-23 d'Ubisoft a, lui, baissé de 10% à 293,3 millions d'euros. Il est supérieur à l'objectif d'environ 280 millions d'euros, mais ce trimestre est peu important du fait de la faible activité. Les performances sont supérieures aux attentes pour les marques " Assassin's Creed " et " Tom Clancy's Rainbow Six Siege ".

* TotalEnergies a annoncé " un programme massif de réduction des prix des carburants dans toutes ses stations-service en France jusqu’à la fin de l’année ". Cette décision intervient en plein débat à l'Assemblée nationale sur la taxe sur les « superprofits ». Les automobiles n’en bénéficieront cependant pas pendant leurs vacances et devront encore patienter plusieurs semaines, jusqu’au 1er septembre.

De cette date jusqu'au 1er novembre, le groupe pétrolier baissera le prix des carburants pétroliers vendus en stations de 20 centimes par litre par rapport aux prix formés sur les cotations des marchés internationaux, puis de 10 centimes par litre du 1er novembre au 31 décembre.

Ces baisses de prix s'appliqueront dès le premier litre acheté, sans limite de montant, pour tous les carburants pétroliers vendus en stations et s'ajoutent à la remise mise en place par l'Etat. Elle s'élève actuellement à 18 centimes par litre.

" Avec ce programme massif de réduction des prix dans nos stations, nous espérons que cet engagement dans la durée, qui sera entendu par nos clients, le sera également par la représentation nationale. ", a déclaré Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Invité sur BFMTV, le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire a salué la décision du géant de l'énergie de réduire les prix à la pompe. " C'est une décision juste, une décision forte et une décision bonne pour les consommateurs " a-t-il déclaré, précisant qu'elle intervient après des discussions intenses avec le groupe.

En Bourse, l'action TotalEnergies gagne 0,85% à 48,29 euros, bénéficiant du retournement à la hausse des cours du pétrole.

**ANALYSES**

* « La fin d'une aberration », la formule ne veut pas dire que la Banque centrale européenne, qui a décidé ce jeudi de remettre en territoire positif ses taux d’intérêt, a eu tort de mener une politique monétaire particulièrement expansive ces dernières années. Mais ce premier relèvement depuis 2011 tourne la page de ce qui était tout de même, et au bout du compte, une incongruité : une rémunération des emprunteurs.

La stratégie des taux négatifs, élément clé de la fameuse politique non conventionnelle menée depuis la crise du tournant des années 2010 puis pendant celle du Covid, a soutenu la croissance et évité l'éclatement tant redouté de la zone euro. Mais elle a aussi donné l'illusion que le quoi qu'il en coûte pouvait durer toujours et a constitué un des moteurs du retour de l'inflation - avec les goulets d'étranglement et la crise énergétique.

L'immense défi des décisions de Christine Lagarde est que la BCE a ceci de particulier qu'elle doit viser non un ou deux objectifs, mais trois : lutter contre la hausse des prix, surveiller la croissance comme le lait sur le feu et éviter une crise des dettes souveraines. Or, comment imaginer qu'une même politique monétaire peut fonctionner pour un pays qui a une dette de 153% de PIB (Italie) et un autre de 68% (Allemagne) ? C'est herculéen.

La décision de la BCE de remonter plus que prévu et annoncé ses taux (0,50 point au lieu de 0,25) est évidemment liée à celle, attendue sous peu, de la Fed de rehausser les siens de 0,75 point - davantage qu'escompté. Le risque est naturellement que cette hausse ne change pas grand-chose à une inflation en partie importée mais amplifie le ralentissement de l'économie européenne. Mais la critique est aisée, que faire d'autre ?

A court terme, c'est la question italienne qui est la plus préoccupante. L'écart de taux entre l'Allemagne et l'Italie sur les obligations d'Etat à 10 ans est monté jusqu'à 245 points… L'outil anti-fragmentation de la BCE devra-t-il être utilisé cet été ? Rien n'est impossible, et cela aurait pour conséquence de détourner l'attention de la croissance européenne pour la porter, une fois de plus hélas, sur la solidité de la zone euro.

Reste qu'une question doit être posée, même du bout des lèvres. Il est clair qu'il n'y aurait pas eu de crise du gouvernement Draghi sans la guerre, notamment parce que tous les partis de la coalition ne se situent pas de la même façon par rapport à Vladimir Poutine. Peut-on en déduire que les partis populistes ont jeté l'éponge parce que Mario Draghi ancrait son pays dans le soutien à l'Ukraine ? En tout cas, cela arrange Moscou.

Si l'ex-président du Conseil n'a assurément pas toutes les qualités (un peu hautain parfois !), la coïncidence entre son départ et les tensions entre l'Europe et la Russie sur l'énergie avant l'hiver est troublante. Le continent européen au sens large se retrouve quoi qu'il en soit dans une situation politique compliquée : le Royaume-Uni cherche son Premier ministre, l'Italie est sans gouvernement et Emmanuel Macron a une majorité toute relative.

**L’AGENDA DU 25 juillet 2022**

**10h00 en Allemagne**

Indice Ifo du climat des affaires en juillet